

**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** - (2007)

**Heft:** 1752

**Artikel:** La concordance est toujours actuelle : un premier commentaire des élections fédérales

**Autor:** Delley, Jean-Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024456>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## La concordance est toujours actuelle

### *Un premier commentaire des élections fédérales*

Jean-Daniel Delley (21 octobre 2007)

«*Nous avons privilégié les thèmes où nous sommes forts. Les autres partis, au lieu de mettre en avant leurs propres thèmes, nous ont cherchés.*».

Dimanche soir, le vice-président romand de l'UDC, Yvan Perrin, ne pouvait mieux résumer la campagne électorale. Un autre vice-président romand, le socialiste Pierre-Yves Maillard, reconnaissait d'ailleurs que son parti n'avait pas suffisamment insisté sur la politique sociale, un dossier sur lequel l'UDC ne pouvait que faire profil bas, tant son programme est défavorable aux milieux modestes.

Bref, l'UDC a une nouvelle fois fait la démonstration de son professionnalisme électoral, face à des adversaires désemparés, à la traîne, quand ce n'est pas tétanisés.

Si les socialistes ont subi une sévère défaite, on ne peut parler d'un bouleversement politique, pas plus que d'une rupture voulue par l'électorat, comme l'analysait André Crettenand à la télévision. La population n'a pas soutenu la politique de l'UDC, comme l'a déclaré son arrogant président Ueli Maurer: 28,8% des suffrages, ce n'est pas la population. Plus qu'un glissement à droite, les élections traduisent un réaménagement des rapports

de force au sein de la droite comme de la gauche. Et le centre droit, pour autant qu'il affirme son autonomie face à l'UDC, reste la force déterminante pour la constitution de majorités au parlement, comme dans la précédente législature.

Cette réalité, et non les ballons d'essai – prétentieux de la part de l'UDC, maladroits et versatiles venant de la direction socialiste – doit guider la réflexion relative à la composition du Conseil fédéral. Le «*souffle nouveau*» au gouvernement auquel aspire l'UDC ne viendra pas d'un *diktat* de ce parti, mais d'une clarification. Le leader national-conservateur n'a plus sa place au sein de l'exécutif: en quatre ans, Christoph Blocher a fait la preuve de sa double incapacité collégiale et gouvernementale. Il n'est même pas question de lui trouver un successeur UDC, tant ce parti a montré son inaptitude à endosser son rôle de parti gouvernemental: qu'il refuse l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, c'est son droit; mais qu'il sabote systématiquement tout rapprochement avec l'Europe relève de l'irresponsabilité politique la plus crasse. Quant au scénario d'un gouvernement exclusivement bourgeois, il ne tient tout simplement pas la route. Une analyse des

coalitions gagnantes au cours de la dernière législature montre que les bourgeois ne sont pas capables de réunir à chaque fois une majorité, d'autant moins que radicaux et démocrates-chrétiens ne constituent pas des groupes homogènes et disciplinés. Et quand ils y parviennent, le peuple peut venir troubler cette entente.

En réalité, les décisions parlementaires impliquent des majorités changeantes au gré des différents dossiers. L'UDC, malgré sa progression en 2003 et ses coups de gueule, n'a obtenu que peu de résultats substantiels, réticent qu'il est à s'associer à des solutions de compromis. C'est précisément là que réside la chance d'une gauche, même légèrement affaiblie: contribuer à ces solutions de compromis, même si elles ne correspondent pas entièrement à son programme.

Dans ces conditions, la seule solution raisonnable consiste à restituer au PDC son deuxième siège. La composition du Conseil fédéral ne résulte pas mécaniquement du résultat des élections fédérales – les socialistes, premier parti du pays dans l'entre-deux guerre n'ont pas eu accès au gouvernement. Elle traduit une volonté et une capacité de gouverner ensemble.